

## Ensemble!

Le 10 décembre, à l'invitation du PC, la gauche s'est réunie à la Bourse du travail de Saint-Denis pour un meeting commun contre le projet de réforme des retraites qu'Édouard Philippe venait enfin de présenter, quelques heures auparavant.

Sur la tribune, surplombée par une banderole sur laquelle était inscrit : **«Contre la retraite Macron : une autre réforme est possible»**, se côtoyaient, des représentants du PS, du PC, d'Europe Écologie-Les Verts, de La France insoumise, de Génération.s, de Lutte ouvrière et du NPA.

**«Nous sommes différents, c'est vrai. Nous avons des propositions différentes. Mais nous appartenons à une famille de pensée commune. Nous avons des combats communs. La réforme des retraites en est un ! Car en réalité, de la loi PACTE à aujourd'hui, Macron prépare la retraite par capitalisation ! Une loi BlackRock donc !»**, a rappelé Olivier Faure.

**«La réalité, c'est que le président Macron est fort de nos faiblesses et de nos divisions. Si nous nous réunissons, aux côtés des Français, des syndicats, pour défendre un modèle social, alors nous pourrions imposer une réforme juste !»**, a précisé le Premier secrétaire du PS.

**«J'ai proposé à cette occasion la création d'un groupe de travail commun aux députés et sénateurs de la gauche et de l'écologie.»**

Tout le monde était à Saint-Denis. C'est assez exceptionnel pour le souligner.

**«Ce soir au moins on a pu parler de ce que nous avons en commun sur quelques**



La gauche sera au rendez-vous

**idées, sur quelques propositions de financement et on va pouvoir commencer à y travailler ensemble»**, s'est félicité le Premier secrétaire du PS.

**«C'est important de montrer que nous ne sommes pas seulement contre, que nous pouvons aussi être pour des propositions concrètes où les salariés sont tous gagnants alors qu'avec la réforme Macron, tout le monde est perdant.**

**Nous serons au rendez-vous pour tous ceux qui nous regarde, qui ont envie de voir une gauche qui soit à nouveau dans des combats communs. Nous avons des différences mais nous avons surtout des combats communs. On le montre sur ADP, on le montrera sur les retraites.**

**Il faut faire vivre l'idée qu'il n'y a pas que Le Pen et Macron dans la vie politique française, il y a aussi la gauche. Dans ce pays il n'y a pas uniquement que les nationalistes et les libéraux. Il y a aussi un bloc qui demande à exister qui est celui de la gauche et de l'écologie. Il est encore virtuel car trop divisé. Mais ce bloc-là vous verrez, à chaque fois qu'il est rassemblé, il est vainqueur parce que c'est le premier en France»**, a prévenu Olivier Faure.

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 19/12/2019

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Urgence ?

**Q**u'est-ce que l'urgence ? On peut discuter à l'infini de cette notion et chacun peut y apporter une réponse différente mais tout le monde peut s'accorder sur une période allant de quelques mois à une, voire deux années.

Mais pour la majorité parlementaire En Marche, l'urgence c'est dans vingt ans puisque l'abandon de l'emballage plastique à usage unique vient d'être programmé, en première lecture, pour... 2040.

Alors de deux choses l'une : soit on considère que ces plastiques sont dangereux pour l'environnement et il faut très rapidement arrêter de les utiliser et y trouver des alternatives.

Soit les plastiques à usage unique ne sont pas si dangereux et alors pourquoi vouloir leur disparition. En vérité, cette majorité a un vrai problème de hiérarchisation des urgences et personne ne peut comprendre ses critères de choix, sauf peut-être les lobbies qui défendent les intérêts de leurs clients.

PS29

# De cette réforme-là, on n'en veut pas!

Depuis début décembre, les socialistes sont mobilisés, aux côtés des forces sociales, pour s'opposer à la réforme des retraites.



Les socialistes dans le cortège du 5 décembre

Aujourd'hui, après avoir exclu toute réforme paramétrique, le gouvernement prétend que la réforme serait nécessaire pour garantir la viabilité financière de notre système de retraites. **«C'est faux!»,** dénonce Vincent Duchaussoy, secrétaire national aux Questions sociales. **«Le gouvernement organise lui-même les déficits qu'il prétend vouloir combler (non compensation des allègements de cotisations, gel du point d'indice, etc.)»**

**En réalité, la pérennité du système, à moyen terme, est assurée. Mieux, grâce au fonds de réserve constitué par Lionel Jospin ou aux réserves des régimes complémentaires (150 milliards d'euros au total) des marges de manœuvre existent. D'autres financements peuvent aussi être**

**recherchés (taxe sur les transactions financières, contribution des hauts revenus).»**

Le 14 novembre, à l'invitation de l'union locale CGT de Brest, Catherine Perret, secrétaire nationale du Syndicat et membre de la délégation en charge des discussions avec le gouvernement, a animé une réunion publique.

**«La retraite ne doit pas être un temps sacrifié de notre vie.»**

**«Notre système est né en 1945, du conseil national de la Résistance. Dans le secteur privé, il n'existait aucune obligation pour les salariés mais certaines professions, comme les marins, les cheminots ou les mineurs s'étaient déjà organisées, parfois depuis très longtemps. D'où l'origine de "régimes spéciaux"»,** a expliqué Catherine Perret.

Avant même que le premier ministre ne le confirme, Catherine Perret avait annoncé des mesures visant à repousser l'âge de départ à la retraite. En effet, il ressortait des discussions entre Jean-Paul Delevoye et les organisations syndicales que l'objectif final du gouvernement était de limiter à 14 % la part du PIB consacrée aux retraites, quel que soit le pourcentage de retraités dans la population.

Les grèves qui touchent plusieurs entreprises du pays sont la conséquence de

l'impasse dans laquelle le gouvernement plonge la France avec une réforme dont chacun a compris qu'elle n'améliorerait pas sa vie au moment de sa retraite.

Notre système de retraites est notre bien commun, nous devons le préserver et l'améliorer. C'est pour cela que le Parti Socialiste demande au gouvernement de prendre en compte, notamment, la pénibilité au travail, que la gauche avait instaurée pour un quart des Français et qui a largement été amputée en 2017, les carrières discontinues et la nécessaire évolution des retraites des femmes.

Les socialistes défendent en somme l'idée d'une retraite en bonne santé égale pour toutes et tous, que l'on soit ouvrier, cadre ou dirigeant. La retraite ne doit pas être un temps sacrifié de notre vie.



Catherine Perret à Brest le 14 novembre

Le 14 novembre, Catherine Perret avait annoncé un mouvement long et difficile. Sur ce point-là non plus, elle ne s'était pas trompée...

## Abonnés absents

En 2017, plusieurs observateurs avaient pointé du doigt l'inexpérience des candidats LREM aux Législatives, notamment dans le Finistère. Commentaires de jaloux qui n'avaient pas compris que nous étions entrés dans le nouveau monde, avait-on entendu à l'époque. Et pourtant... c'est au pied du mur qu'on voit le maçon et c'est dans la tempête qu'on distingue les capitaines des marins d'eau douce.

Pour une réforme aussi importante que celle de notre régime de retraites, on aurait pu penser que les député.es de la majorité seraient en première ligne. Alors, regardons l'activité des député.es sur Twitter le 11 décembre.

À Quimper, Annaïg Le Meur est clairement en campagne pour les élections municipales mais elle a tout de même retweeté quelques passages du discours d'Édouard Philippe tout comme son homologue de Brest, Jean-Charles Larsonneur, qui a suivi le discours du premier ministre depuis New York.

Didier Le Gac, lui, pose des premières pierres mais ne relaie

aucune information sur le projet de réforme des retraites. Tout comme sa voisine, Graziella Melchior qui ne communique que sur la loi anti-gaspillage. Liliana Tanguy, quant à elle, était plus mobilisée sur la candidature de la Torche pour l'épreuve de surf aux Jeux Olympiques. La députée de la 7<sup>e</sup> circonscription s'est contentée de partager la vidéo du discours du premier ministre devant le conseil économique, social et environnemental.

Erwan Balanant, lui, ne s'est même pas donné la peine de retweeter le compte du premier ministre préférant communiquer autour de sa mission sur la lutte contre le harcèlement à l'école. En fait, la seule à avoir, un peu, soutenu ce projet de réforme est Sandrine Le Feu qui a non seulement partagé la vidéo du discours d'Édouard Philippe, mais qui a même live-tweeté son intervention en direct.

Comment ce gouvernement peut vouloir imposer un projet alors que l'ensemble des organisations syndicales le rejettent et que les député.es de sa propre majorité ne le défendent même pas ou alors du bout des doigts?

# Brest au cœur

C'est devant plus de 200 personnes que François Cuillandre a lancé la campagne de la liste *Brest au cœur* pour les Municipales, le 13 décembre, dans la salle du PL Sanquer. « Le mandat de maire est le plus beau, celui qui permet de lancer des projets, de les voir se réaliser et d'améliorer vraiment la vie de nos concitoyennes et de nos concitoyens. »

Une campagne se gagne sur un projet et pas sur un bilan. Cependant, la qualité du bilan renforce la crédibilité du projet. François Cuillandre a d'ailleurs repris à son compte la formule « Plus vite, plus fort, plus haut ».



Plus de 200 personnes au PL Sanquer

En effet, le projet, qui est en cours d'élaboration, sera le prolongement de l'action menée par la gauche unie dans la cité du Ponant. C'est donc conjointement qu'interviennent les réunions de bilan et la distribution, dans toutes les boîtes aux lettres de la ville, d'un document de seize pages. Depuis trente ans, indéniablement, la gauche unie a changé Brest.

Elle a changé son apparence mais aussi le mental de ses habitants. Cette évolution n'est pas le fruit du hasard mais de choix politiques, clairement assumés, comme le lancement d'une première ligne de tramway, l'implantation de la fac des lettres en centre-ville, la construction de la salle de l'Arena, elle aussi en ville, quand la plupart des autres villes font le choix de développer les zones commerciales en périphérie, la reprise en main par la collectivité de la gestion de l'eau avec la création de la SPL Eau du Ponant, la transformation des ateliers des Capucins en lieu d'échanges et de culture... Ce dernier exemple n'est pas anodin. En effet, certains hauts fonctionnaires étaient prêts à raser cette partie de l'Arsenal, pourtant chargée d'histoire. L'équipe municipale a fait un autre choix.

À cela, il convient, bien sûr, d'ajouter l'obtention du statut de métropole qui a été possible grâce à la mobilisation de tous. « Dans les dernières années, tous ces projets ont été menés dans un contexte de restriction des dotations d'État (- 40 millions pour la métropole et -20 pour la ville) et sans augmentation de la fiscalité. »

Cette campagne commence dans un contexte particulier a noté François Cuillandre : alors qu'ils appartenaient à la majorité depuis près de trente ans, les membres de EELV ont décidé de se présenter seuls cette année, sans apporter de raisons vraiment convaincantes à ce revirement. À côté de cette gauche divisée, la droite l'est tout autant, éclatée entre la liste de Bernadette Malgorn (Droite canal historique) et celle conduite par Marc Coatanéa (LREM et ses satellites).

Cependant, pour François Cuillandre, une élection municipale reste un scrutin particulier où les électeurs réfléchissent avant de confier les clefs de leur commune à une équipe et ne cèdent pas à la mode du dédagisme qui a caractérisé les dernières élections nationales. Ou l'appel à faire barrage à l'Extrême-droite. Car, même si le parti de Marine Le Pen présentera ou soutiendra une liste, les « marcheurs » auront du mal à utiliser, comme pour les Européennes, l'argument selon lequel ne pas voter pour leur liste lui permettrait d'arriver en tête.



Plus vite, plus fort, plus haut

Le projet que défendra la liste *Brest au cœur*, qui regroupe des Brestoises et des Brestois engagés au PS, au PC, aux Radicaux de gauche ou dans le monde associatif (économique, culturel, environnemental...), visera bien sûr à permettre à la métropole de s'engager encore plus fortement dans la transition écologique.

« Les villes ont une responsabilité particulière », a insisté François Cuillandre. « Si elles ne représentent que

2% de la surface de la terre, elles sont responsables de 80% des émissions de gaz à effet de serre. » Mais, dans ce domaine aussi le bilan crédibilisera le projet. En effet, la ville de Brest s'est dotée, dès 2009, d'un plan d'action climat. Brest a mis en place le réseau de chaleur urbain le plus important du grand Ouest. Pour aller plus loin, François Cuillandre a proposé de créer un GIEC local qui rassemblerait des spécialistes du climat. La ville compte suffisamment d'instituts de recherche, en particulier dans le domaine maritime, pour réunir des chercheurs capables d'avancer des propositions pour limiter notre impact carbone. « Nous défendons une écologie ambitieuse, populaire mais surtout pas punitive », a annoncé François Cuillandre.



Yohann Nédélec, animateur de campagne

L'accès de tous aux services publics sera un autre axe important du projet. « Tout a un coût », a rappelé le candidat qui ne croit pas à une gratuité totale. En revanche, le projet de la liste de gauche et écologique *Brest au cœur* proposera des tarifications solidaires de manière à ce que tout le monde puisse avoir accès aux services publics.

Tout le monde a aussi le droit de vivre en sécurité. Et s'il n'est pas de la responsabilité d'une mairie de mettre en place une police nationale bis, la ville va poursuivre sa coopération avec les forces de l'ordre pour les aider dans leurs missions, notamment en prenant à sa charge des investissements. Elle réalisera un effort supplémentaire pour être aux côtés des victimes, en particulier les femmes et les enfants qui subissent des violences conjugales.

Le projet de *Brest au cœur* est en cours d'élaboration, avec les organisations qui l'ont rejoint mais aussi avec toutes les Brestoises et les Brestois qui souhaitent apporter leur contribution. Et chacun a pu voir au PL Sanquer, le 13 décembre, qu'ils étaient nombreux !

# Agenda

Cap Finistère cessera de paraître à partir du vendredi 20 décembre.

Le numéro de la rentrée paraîtra le 10 janvier 2020.



Le secrétariat fédéral vous souhaite de joyeuses fêtes de fin d'année.

Kévin Faure (Président des PAF et directeur de la publication du Cap Finistère), Jean-Yves Cabon (Rédacteur en chef du Cap Finistère) et Elodie Pellicant (Maquettiste-Imprimeuse du Cap Finistère, salariée des PAF), vous souhaitent de joyeuses fêtes de fin d'année.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1293 - Vendredi 20 décembre 2019  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

### Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS

# Liberté, Égalité, Fraternité = laïcité

Henri Peña-Ruiz

**La laïcité permet à tous les citoyens de vivre ensemble. Elle n'est pas un instrument destiné à stigmatiser ou mettre à l'écart une religion.**

Le 7 décembre 2019, à l'invitation du comité Laïcité citoyenneté 29, le philosophe Henri Peña-Ruiz a tenu une conférence, salle des syndicats à Brest, pour expliquer les fondements de la laïcité et dénoncer ceux qui la menacent, aujourd'hui en France. Cette conférence intervenait quelques jours après le 5 décembre, journée de la laïcité.

Pour Henri Peña-Ruiz, la laïcité découle directement de la devise Liberté, Égalité, Fraternité qui est de portée universelle. Tous les citoyens français, athées, croyants ou agnostiques se retrouvent autour de cette devise qui leur permet de vivre ensemble. « La France est un creuset », a-t-il rappelé. Ce récipient, à l'origine, servait à fondre différents métaux pour réaliser des alliages plus forts que la somme de leurs composants.

« L'idéal laïc, c'est la stricte application de la devise républicaine. » Il s'est construit à la fois grâce à la philosophie des lumières mais il s'appuie aussi sur les enseignements de l'Histoire qui démontrent que l'implication du pouvoir politique et religieux, comme l'a connu l'Occident pendant treize siècles, abouti à des guerres, des bûchers et une censure de la science. En 1789, les révolutionnaires renversent un système de privilèges qui permettait à la monarchie et à l'Église catholique de se partager le pouvoir. Certes, les Protestants ou les Juifs ne faisaient pas l'objet de répressions violentes, en permanence. Mais ils avaient tout de même un statut à part. Ils pouvaient bénéficier d'une certaine tolérance. Mais comme l'a souligné Henri Peña-Ruiz, la tolérance n'est pas le droit. Et ce que le souverain accorde, il peut aussi le reprendre, selon « son bon plaisir ».

C'est l'enseignement de l'Histoire, mais aussi du présent. Il suffit pour s'en convaincre de regarder ce qui se passe en Iran ou ce qui se passait dans les territoires contrôlés par Daech pour les femmes ou d'une manière générale pour toutes celles et tous ceux qui ne partageaient pas leur vision sectaire et étriquée de l'Islam.

Pour Henri Peña-Ruiz, trois boussoles doivent guider la laïcité. D'abord l'universalisme, contre le différentialisme. La Liberté, l'Égalité et la Fraternité concernent l'ensemble des êtres humains. Ensuite,

l'émancipation contre la soumission. Pour savoir si une pratique ou un comportement est conforme aux valeurs laïques, il faut simplement se poser la question : « Est-ce que ça favorise l'émancipation de la personne ? »



Enfin, l'intérêt général doit toujours primer sur les intérêts particuliers.

Alors, une fois ces principes énoncés qui menace la laïcité aujourd'hui en France ?

Pour le philosophe, le rassemblement national qui l'invoque à tout propos dévoie l'idéal laïc. Il s'en prend toujours aux mêmes. La notion de préférence nationale, qui exacerbe le différentialisme est incompatible avec l'universalisme de la laïcité. La loi concerne l'ensemble des signes religieux et pas uniquement le voile.

Pour des raisons identiques, des groupes comme les indigènes de la République portent aussi atteinte au principe de laïcité qui s'applique à tous les citoyens et qui ne vise aucune religion.

Et Henri Peña-Ruiz a porté un jugement très sévère à l'encontre d'Emmanuel Macron, qui, dans son discours des Bernardins a affirmé vouloir « réparer » le lien entre l'Église et l'État « qui s'est abîmé ». **« Ces propos de la part de Monsieur Macron attestent soit une ignorance, soit une mauvaise foi. L'ignorance parce que jamais la séparation laïque n'a été tournée contre l'Église. Elle a été tournée contre les privilèges de l'Église mais pas contre l'Église elle-même. Parler de liens abîmés entre l'Église et l'État est stupide. Il n'y a plus de liens structurels entre l'Église et l'État. En fait, la séparation laïque promue par Jean Jaurès et Aristide Briand promeut ce que disait le grand Victor Hugo dans son discours contre la loi Falloux : " Je veux l'État chez lui et l'Église chez elle ". Et le chacun chez soi n'est nullement attentatoire aux deux termes séparés. En rompant le lien de subordination de l'État à l'Église, on émancipe la République de la tutelle religieuse. »**

La loi de 1905, parce qu'elle est de portée universelle permet à chaque citoyen de vivre en paix et de s'épanouir. Il n'est donc nul besoin de la modifier. Il suffit de la connaître et de la respecter.